

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
A MADAME ISABELLE SEGUERAS-DELAROCHE  
RESPONSABLE DU RESTAURANT UNIVERSITAIRE**

---

A.D R.H. n° 15/850

Le Président du Conseil Départemental  
de Tarn-et-Garonne,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 3221-3 et L 3141-1,

VU le Code des Marchés Publics

VU l'élection du 2 avril 2015 du Président du Conseil Départemental,

VU l'arrêté départemental R.H 15/529 du 23 mars 2015 portant organisation des Services du Conseil Départemental,

VU l'arrêté départemental R.H. 11/500 du 31 mars 2011 portant délégation de signature à Mme Isabelle SEGUERAS-DELAROCHE,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

**A R R E T E**

**Article 1er** : Délégation de signature est donnée à Mme Isabelle SEGUERAS-DELAROCHE, Responsable du Restaurant Universitaire, dans le cadre de ses attributions, et sous l'autorité de M. Max COURREGELONGUE, Directeur Général des Services et de Mme Clémentine VANHERLE, Directrice Générale Adjointe des Services, à l'effet de signer les documents suivants :

≡ toutes pièces administratives et comptables portant engagement des dépenses et ordre de paiement y compris les bons de commande sur marchés, à l'exception :

- . des marchés d'un montant supérieur à 4000 €, des contrats et conventions,
- . des rapports au Conseil Départemental et à la Commission Permanente,
- . des arrêtés,
- . des documents qui se rapportent à des affaires posant une question de principe ou revêtant une importance particulière tenant soit à leur nature, soit aux intérêts en cause.

**Article 2** : L'arrêté départemental R.H. 11/500 du 31 mars 2011 susvisé est abrogé.

**Article 3** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée ainsi qu'au Payeur Départemental et sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Départemental.

Fait à Montauban,  
le 10 avril 2015

Le Président,

**NB** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans le délai de deux mois suivant sa publication ou sa notification.